



512.0 – CHC/CNE

France - Rapport économique 2018

INTERNE (version actualisée au 19.07.2018)

Table des matières

1	Problèmes et enjeux économiques	3
2	Accords économiques internationaux et régionaux	4
2.1	Politique, priorités du pays	4
2.2	Perspectives pour la Suisse	5
3	Commerce extérieur	7
3.1	Evolution et perspectives générales	7
3.1.1	Commerce de marchandises	7
3.1.2	Commerce de services	8
3.2	Commerce bilatéral	8
3.2.1	Commerce de marchandises bilatéral	9
3.2.2	Commerce de services bilatéral	9
4	Investissements directs	10
4.1	Evolution et perspectives générales	10
4.2	Investissements bilatéraux	10
5	Promotion commerciale, économique et touristique	12
5.1	Instruments de la promotion économique extérieure	12
5.2	Intérêt de la France pour la Suisse dans différents domaines	12
ANNEXES	14

0 Résumé – Executive Summary

La France connaît un retour de la croissance qui se chiffre à 1.8 point en 2017. La France a pris des mesures volontaristes pour ramener le déficit à moins de 3% du budget dès 2017. Elle a aussi mis en œuvre un train de réformes important en matière de travail et de fiscalité, qui est fondé sur la simplicité et la prévisibilité d'une part, et d'autre part sur l'investissement productif, donc la création d'emplois. Les principaux défis que la France doit cependant encore réussir à relever sont : augmenter encore davantage la compétitivité de ses entreprises et réduire la dépense publique.

La France est le 4^{ème} partenaire commercial de la Suisse, derrière l'Allemagne, les Etats-Unis et l'Italie, avec une part au commerce extérieur suisse de 7,1% en 2017.

Le regain d'attractivité de la France s'est fait positivement sentir sur le nombre d'investissements suisses en France. La Suisse est le 4^e investisseur en France (74,1Mrd EUR) après le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Pour la Suisse, la France est son 3^e investisseur étranger. Les entreprises suisses en France emploient plus de 140'000 personnes et les entreprises françaises en Suisse en emploient 60'000.

La France et la Suisse entretiennent des échanges intenses, à tous les niveaux et dans des domaines très variés. L'accord relatif à la fiscalité applicable à l'Aéroport Bâle-Mulhouse, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2018, constitue un succès pour les deux pays et notamment pour le développement économique de la région Bâle-Mulhouse. Les relations bilatérales et transfrontalières font partie des priorités de la politique étrangère de la Suisse et constituent un facteur essentiel pour l'économie des deux côtés de la frontière.

1 Problèmes et enjeux économiques

L'année 2017 a signé le retour d'une croissance française solide, la plus élevée depuis 2011. Le produit intérieur brut (PIB) a crû de 1,8%. Les conditions semblent désormais réunies pour que s'enclenche un mouvement de reprise plutôt durable en France. L'économie française devrait pouvoir continuer à profiter d'un environnement international, malgré tout, porteur.

Le retour de croissance devrait permettre au gouvernement de tenir ses engagements en termes de finances publiques. Grâce aux réformes conduites, essentiellement dans la seconde partie du quinquennat Hollande, pour corriger ses déséquilibres macroéconomiques, la France a réussi à sortir de la catégorie des pays classés en déficit excessif. Le déficit public repasse sous la barre des 3% du PIB en 2017, pour la première fois en dix ans. La dette publique reste cependant importante et s'élève à 97% du PIB.

Ainsi, beaucoup reste à faire en matière de compétitivité des entreprises ou de niveau des dépenses publiques (56,4% du PIB en 2017), point sur lequel la France reste à la traîne des pays de la zone euro. Le pays souffre toujours d'une création d'emplois plutôt faible – hors secteur public.

Quant à la profitabilité des entreprises, bien qu'elle soit en hausse, elle reste à un niveau plutôt faible. Les entreprises françaises font de plus en plus d'investissements dans l'innovation économique pour combler leur retard mais elles ne semblent à ce jour pas encore en recueillir les fruits.

Par ailleurs, la reprise économique n'a pas un effet positif immédiat sur la vie quotidienne de la population et elle ne garantit pas non plus une réduction rapide du chômage, dont le taux - bien qu'en diminution - atteint encore 9,4%.

Malgré cela, la France reste un pays intéressant pour les investissements, car elle bénéficie d'un potentiel économique considérable. Le marché intérieur est d'ailleurs le premier moteur de la croissance française. Signe d'une confiance accrue en la capacité de la France à rebondir, l'investissement étranger dans l'Hexagone a crû de 16% en 2017. Pour profiter pleinement de son potentiel économique, la France doit encore réussir à surmonter les déficits structurels accumulés en mettant en œuvre des réformes efficaces.

Le rythme des réformes est soutenu. Sur le plan économique, elles peuvent être qualifiées de « sociales-libérales » et visent à accroître la flexibilité du marché du travail et à alléger la fiscalité des entreprises et des ménages. La transformation du code du travail chambarde les relations entre les employeurs, les salariés et leurs représentants (primauté des accords d'entreprise sur les accords de branche, barémisation des indemnités prud'homales). La fin de l'impôt sur la fortune et la mise en place de l'impôt sur la fortune immobilière, la taxation uniforme à 30% des revenus (prélèvement forfaitaire unique) visent à simplifier et à abaisser la fiscalité sur le capital. Les mesures concernant les ménages sont : la hausse de la CSG (un impôt destiné à la sécurité sociale), la baisse des cotisations sociales pour les actifs et le dégrèvement progressif de la taxe d'habitation pour 80% des foyers assujettis. Le 18 juin, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a présenté la loi Pacte, qui ambitionne de redonner un nouveau visage au capitalisme hexagonal. Les principales mesures présentées sont : une re-définition de la place de l'Etat via une nouvelle vague de privatisation, l'instauration d'un forfait social pour les employeurs, la facilitation de la création d'entreprises, la réécriture du Code civil pour redéfinir le rôle de l'entreprise ou encore le contrôle des investissements étrangers.

Les réformes Macron prendront un certain temps avant de produire leurs effets. En attendant, le Président le clame : « France is back ».

2 Accords économiques internationaux et régionaux

2.1 Politique, priorités du pays

Au niveau international, la France fait partie du G7 et du G20. Elle est membre de l'OMC, du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OCDE, de la BRI (Banque des règlements internationaux) et du FSB (*Financial Stability Board*). Sur le plan régional, le pays est membre fondateur de l'UE, de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) et de la BEI (Banque européenne d'investissement).

Le pays soutient des positions en faveur d'un multilatéralisme fort et du libre-échange. Cependant, la France considère que les règles du commerce mondial doivent changer et qu'une réforme de l'OMC s'impose. Le Président Macron a fait un appel en ce sens le 30 mai 2018 lors de la réunion ministérielle de l'OCDE. La politique commerciale est quant à elle du ressort de l'UE et la Commission a exprimé une position très claire contre les tendances protectionnistes de l'administration américaine. Afin de protéger son industrie suite aux décisions américaines de taxer l'acier et l'aluminium, l'UE a décidé de mettre en place des mesures de compensation applicables à certains produits originaires de Etats-Unis.

La France est impliquée, via les instances européennes, dans les négociations de l'accord **TTIP** avec les Etats-Unis et dans les négociations relatives à l'Accord sur le commerce des services (**Trade in Services Agreement - TiSA**). Elle a annoncé en septembre 2016 son souhait d'arrêter temporairement les négociations avec les Etats-Unis, jugeant le TTIP trop favorable aux Américains. Depuis, le dossier est au point mort.

Signé le 30 octobre 2016, l'accord économique et commercial global (**AECG/CETA**) entre l'UE et le Canada a ensuite été approuvé par le Parlement européen le 15 février 2017. Emmanuel Macron est favorable à ce traité, même si l'attitude française envers ce dernier peut être qualifiée de craintive, de source canadienne. En France, le débat parlementaire sur la ratification du CETA devrait intervenir au second semestre de 2018. Concernant les négociations avec le **MERCOSUR**, les Français souhaitent progresser dans les négociations, mais dans le contexte politique actuel et eu égard aux enjeux agricoles notamment, la France veut aboutir à un résultat équilibré.

L'une des priorités actuelles du gouvernement français réside dans le souhait de positionner **Paris en tant que hub financier** d'envergure de la zone euro, dans une perspective **post-Brexit**. Plus de 800 000 personnes sont déjà employées par ce secteur en France, dont 330'000 dans la région parisienne. Plusieurs banques françaises ont une taille suffisamment importante pour être qualifiées de systémiques. Pour améliorer l'attractivité de France, les autorités ne ménagent pas leurs efforts et elles ont lancé des réformes prioritaires qui visent à, entre autres, réduire les charges sociales et le coût du travail sur la place de Paris et à en augmenter la compétitivité, via notamment les ordonnances réformant le code du travail et une série de mesures fiscales.

La France salue la dynamique générée par le **G20** en faveur du renforcement de la résilience de l'économie mondiale et de la capacité collective de réaction aux événements d'actualité. Parmi les principaux chevaux de bataille français figurent : i) la fiscalité du numérique, ii) la régulation des crypto-monnaies, iii) la lutte contre le financement du terrorisme. D'autres enjeux prioritaires pour la France sont l'architecture financière internationale et la lutte contre la corruption.

2.2 Perspectives pour la Suisse

Dans le cadre des discussions sur l'ouverture des marchés et sur le rôle du multilatéralisme (par ex. au sein du G20), les positions françaises sont relativement proches de celle de la Suisse. Des discussions sont en cours sur **l'accès au marché français des fournisseurs de services financiers** (art 42. MiFID II).

Concernant les ambitions de « Paris, place financière » décrites ci-dessus, la volonté du gouvernement français d'améliorer les conditions-cadre du pays dans ce domaine aura probablement un impact également sur la place financière suisse.

Concernant l'assistance administrative en matière fiscale, les bases légales permettant d'introduire **l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale (EAR) entre la France et la Suisse** sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2017. Le premier échange dans ce contexte se fera en automne 2018. Les relations franco-suisse en matière fiscale se sont considérablement améliorées ces dernières années, au point que le Président Hollande a déclaré, lors de sa visite d'Etat en Suisse en avril 2015, que la question fiscale était réglée. Certaines difficultés d'application sont apparues en 2017 en matière d'**assistance administrative fiscale**. La France a formulé une demande de renseignements concernant près de 40'000 contribuables détenant vraisemblablement un compte auprès de la banque UBS AG, ceci en vue de vérifier le respect de leurs obligations déclaratives au regard du droit fiscal français. Des discussions entre les autorités administratives françaises et suisses ont réussi à lever les difficultés d'application rencontrées.

Quant au projet de **conventions sur les successions** signé en 2013, il n'a pas été approuvé par le Parlement suisse. En 2016, une motion parlementaire a demandé la reprise des négociations avec la France en vue de conclure une convention contre les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions. Cette motion a été rejetée en juin 2017 par le Parlement.

Enfin, depuis juin 2010, le SFI (Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales) et le SECO entretiennent un **dialogue économique et financier (DEF)** conjoint et annuel avec la Direction Générale du Trésor français. Le DEF couvre des thèmes horizontaux qui intéressent les deux parties (par exemple les questions liées au G20, la régulation financière internationale, les thèmes d'actualité débattus au sein des organisations internationales, la situation économique en Europe et au niveau national, les relations économiques bilatérales, etc.). A la suite des changements intervenus au niveau de la Direction Générale du Trésor, les contacts n'ont pas été reconduits en 2014 et 2015. Fin juin 2016, Mme Odile Renaud-Basso a été nommée à sa tête. Elle a rencontré en septembre 2016 le SE Gasser, du Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales. Le DEF a été repris le 20 décembre 2017, à Paris.

Le 19 juin 2018 un nouvel **accord qui étend la reconnaissance mutuelle des poinçons aux ouvrages multi-métaux**, jusqu'alors limitée aux ouvrages en métaux précieux, a été signé. Répondant aux besoins des industries françaises et suisses concernées, il devrait permettre de faciliter les échanges bilatéraux entre les deux pays.

Différentes **politiques sectorielles** ont aussi des aspects économiques qu'il nous paraît intéressant de relever:

Infrastructures des transports: Les relations bilatérales dans le domaine des transports terrestres sont institutionnalisées par la Convention bilatérale de 1999 sur le raccordement de la Suisse au réseau ferré français. Celle-ci a permis d'instituer le Comité de pilotage franco-suisse (COFIL) ainsi qu'un comité technique (COTEC), afin de discuter des questions relatives à un raccordement optimal du réseau ferroviaire suisse à son pendant français.

La France a ratifié les conventions bilatérales relatives aux lignes ferroviaires Delle-Belfort et Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse (CEVA), avec pour inauguration respective, le 6 décembre 2018 et fin 2019. La réouverture de la ligne Delle-Belfort permettra d'établir une connexion avec la ligne à grande vitesse Rhin-Rhône. Tandis que le CEVA permettra de créer un véritable réseau régional, le Léman-Express. Enfin, l'accord international sur le raccordement ferroviaire à l'EuroAirport Bâle-Mulhouse-Fribourg-en-Brisgau (EAP) est en cours de préparation.

Les lignes de navigation sur le Lac Léman, elles, sont fortement utilisées par les frontaliers français. Des études concernant la réouverture aux passagers de la ligne ferroviaire Evian-les-Bains-St-Gingolph seront réalisées entre 2018 et 2020. L'extension de l'offre ferroviaire de la région Lémanis, à savoir le futur RER franco-valdo-genevois est un enjeu majeur de mobilité à l'échelle du bassin circumlémanique.

Le 22 juin 2017 a été inauguré l'axe Marseille/Fos-Genève dans le corridor européen Mer du Nord/Méditerranée. La nouvelle liaison ferroviaire, « Swiss Rail Express » entre les ports du Havre, de Marseille-Fos et la Suisse romande (Chavornay) sera mise en place à partir de septembre 2018 et est susceptible de générer de nouvelles opportunités d'affaires, en particulier pour les chargeurs suisses.

Energie : La France ne produit qu'environ une moitié de l'énergie primaire consommée sur son territoire. Il en découle des importations importantes qui pèsent sur la balance commerciale nationale. La composition du (futur) mix énergétique occupe régulièrement une place importante dans le débat public. Les énergies fossiles satisfont encore plus des deux tiers de la consommation d'énergie finale dans le pays. Le 30 décembre 2017 a cependant été promulgué une loi qui engage la France à sortir du pétrole et du gaz sur le territoire français d'ici 2040. Enfin, près des trois quarts de la production électrique sont générés par le parc nucléaire, le plus grand au monde après celui des Etats-Unis.

Dans le contexte d'une « transition énergétique pour la croissance verte » (loi adoptée en 2015), le gouvernement a proposé d'instaurer un prix plancher pour le CO² en Europe. Cette mesure soulagerait l'hydroélectricité suisse, qui souffre des prix de gros très bas en Europe, eux-mêmes principalement imputables à une production d'électricité à partir de charbon et au très bas prix du carbone.

Pour ce qui est de l'énergie nucléaire, la France ambitionne d'amener d'ici 2035 la part du nucléaire à 50% du total de la consommation électrique, contre 75% actuellement. Il est ainsi prévu de fermer la centrale de Fessenheim (décret publié le 7 avril 2017), hébergeant deux réacteurs de 900 MW, datant de 1978. La fermeture de cette dernière devrait intervenir courant 2019 après la mise en service de l'EPR de Flamanville (1'650 MW) qui devrait compenser la perte de production électrique provenant de la centrale de Fessenheim. Les entreprises suisses touchées par la fermeture de la centrale de Fessenheim sont Alpiq, Axpo et BKW, qui sont ensemble actionnaires à hauteur de 15%. Ces dernières sont en négociation avec l'Etat français quant à l'indemnisation qu'elles peuvent espérer dans le cadre de cette fermeture.

L'aboutissement d'un accord sur l'électricité entre la Suisse et l'UE dépend essentiellement de la conclusion d'un accord institutionnel régissant les accords d'accès au marché intérieur de l'UE. La Suisse et l'UE se préparent à coupler leurs systèmes d'échange de quotas d'émission. Cela est une bonne chose, car la Suisse joue un rôle essentiel pour le système d'approvisionnement électrique européen et a contribué à résorber le déficit électrique de la France durant l'hiver dernier.

3 Commerce extérieur

3.1 Evolution et perspectives générales

Selon les statistiques du commerce mondial (2017)¹, la France se place au 7^{ème} rang des exportations de marchandises, avec une part au niveau global de 3,1%, tandis qu'elle se positionne à la 6^{ème} place en ce qui concerne les importations – part de 3,5%.

Le commerce extérieur² français a souffert de la crise économique de 2009. Ces dernières années, la France s'est toutefois redressée, en passant à un solde de la balance commerciale en hausse progressive, bien que toujours déficitaire (et l'écart avec l'Allemagne reste considérable). En 2017, le solde commercial se creuse à nouveau. Cette dégradation reflète principalement la dynamique de la demande intérieure française portée par la reprise de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises qui ont soutenu les importations de biens : +6,8 % à 535,5 Mrd EUR après +0,1 % en 2016. Par ailleurs, la facture énergétique (en lien avec la remontée des cours du pétrole) s'alourdit en 2017 et pèse fortement sur la balance commerciale, équivalant à 63 % du déficit total.

Ce constat ne doit pas cacher des résultats par ailleurs encourageants : à l'instar du commerce mondial qui s'accroît de l'ordre de 10 % en valeur en 2017 après un recul de 4 % en 2016, les échanges de la France repartent également à la hausse. Cette année se caractérise par le dynamisme des échanges commerciaux avec une progression de 4,5 % des exportations (son meilleur taux de croissance depuis 2011) et de 6,8 % des importations. Cette croissance concerne notamment les biens intermédiaires, l'automobile et l'agroalimentaire.

3.1.1 Commerce de marchandises

En 2017, le solde des biens enregistre un déficit de 62,3 Mrd EUR après 48,3 Mrd EUR en 2016.

Cela étant, les exportations françaises retrouvent la croissance (+4,5 %), après un léger recul l'année précédente (-0,6 %). A l'exception des livraisons aéronautiques qui fléchissent du fait de difficultés dans le domaine de la fabrication coordonnée d'avions, les exportations progressent pour la plupart des autres produits. Les plus dynamiques sont celles des biens intermédiaires, des véhicules et des produits agroalimentaires.

La reprise des importations françaises est très vigoureuse en 2017 (+6,8 %, après +0,1 % en 2016). Après quatre années successives de baisse, les approvisionnements en hydrocarbures naturels et pétrole raffiné rebondissent, du fait essentiellement de la hausse des prix, les quantités augmentant faiblement. Les achats de produits manufacturés accélèrent, en lien avec la forte progression de la production industrielle, notamment les biens intermédiaires (produits métallurgiques et chimiques). C'est également le cas des importations de véhicules, d'équipements automobiles et de produits agroalimentaires.

La France réalise près de la moitié de ses flux commerciaux avec des pays européens, **majoritairement limitrophes**. L'Allemagne constitue son premier partenaire commercial (son premier fournisseur et son premier client), puis suivent l'Italie, l'Espagne, les Etats-Unis et la Belgique. Toutefois, au cours des dix dernières années, une lente érosion du poids des pays frontaliers dans les échanges avec la France est apparue. La place de l'Asie et notamment de la Chine ne cesse de croître.

¹ https://www.wto.org/english/res_e/statis_e/wts2017_e/wts2017_e.pdf, p. 102

² Sauf indication particulière, les chiffres proviennent de la Direction générale des Douanes françaises

Les importations françaises de produits chinois ont ainsi atteint 49 Mrd EUR et les exportations de biens tricolores (portées par les ventes d'Airbus) 19 Mrd EUR en 2016. Le premier déficit commercial de la France reste celui avec la Chine, qui se creuse donc à 30 Mrd EUR en 2016. A mesure que le géant asiatique s'est imposé comme le premier exportateurs au monde et que ses entreprises ont multiplié les investissements à l'étranger, la notion de « réciprocité » est devenue primordiale pour le gouvernement français avec les interlocuteurs chinois. Lors d'un récent voyage en Chine, le ministre de l'Economie français, Bruno Le Maire a ainsi plaidé en faveur d'un accès des entreprises françaises au marché chinois égal à celui consenti aux entreprises chinoises.

En 2017, parmi les 10 premiers partenaires économiques de la France, seul un excédent commercial de la France a été réalisé avec le Royaume-Uni et la Suisse.

3.1.2 Commerce de services

Après une année 2016 à l'équilibre, le solde des échanges de services s'améliore nettement (excédent de 5,4 Mrd EUR), **grâce aux bonnes performances du secteur touristique**, qui a bénéficié, entre autres, d'un « effet Macron ». Quant au négoce international il affiche en 2017 un excédent de 21,9 Mrd EUR.

3.2 Commerce bilatéral

La France est le **4^{ème} partenaire commercial³** de la Suisse (derrière l'Allemagne, les USA et l'Italie) avec une part au commerce extérieur suisse de 7,1% en 2017. La France était, dans le monde, la **3^{ème} destination** des exportations suisses (6,4% du total des exportations suisses) et notre **3^{ème} fournisseur (7,9% de nos importations totales)**.

L'importance des **relations transfrontalières** entre la Suisse et la France est considérable et affecte la globalité des relations économiques bilatérales. Côté français, les trois régions frontalières avec la Suisse réalisent, avec l'Île-de-France, le volume d'échanges le plus élevé avec la Suisse. Les régions Auvergne Rhône-Alpes, Bourgogne Franche-Comté et Grand-Est concentrent près de la moitié du volume des échanges commerciaux – la région **Grand-Est** couvre à elle seule 20,3% du commerce franco-helvétique, un pourcentage en hausse. La Région Métropolitaine Trinationale du Rhin Supérieur, espace transfrontalier franco-germano-suisse, jouit d'un potentiel lui permettant de devenir l'un des principaux espaces économiques en Europe (avec 6 Mio d'habitants et une puissance économique de 202 Mrd EUR, soit davantage que celle du Danemark ou de la Finlande). Enfin, **173'175 frontaliers** se rendent quotidiennement de France en Suisse pour y travailler.

Un accord intergouvernemental relatif à la **fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse⁴** – infrastructure économique majeure de la région – a été signé par le conseiller fédéral Burkhalter et le secrétaire d'Etat Désir le 23 mars 2017, après avoir été paraphé le 2 novembre 2016. Cet accord a vocation à mettre en place un régime juridique pérenne qui favorisera le rayonnement et l'attractivité de l'aéroport et des activités industrielles créatrices d'emplois (principalement en France) qu'il abrite. Le secteur suisse de l'aéroport est

³ En comptant l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes ainsi que les objets d'art et les antiquités, la France est le 6^{ème} partenaire commercial, le 5^{ème} client et le 5^{ème} fournisseur. Administration fédérale des douanes.

⁴ https://www.eda.admin.ch/content/dam/eda/fr/documents/vertretungen-reisehinweise/20170323-aig-bale-mulhouse-version-finale-pour-signature_FR.pdf

devenu un lieu important pour des entreprises leaders dans la conversion, la modification et l'entretien d'aéronefs. Grâce à ces entreprises, l'EuroAirport est aujourd'hui le deuxième employeur privé de la région Alsace, avec 6'000 personnes. Cet accord est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

3.2.1 Commerce de marchandises bilatéral

Pour la France, la Suisse reste en 2017 son **9^{ème} client** et son **9^{ème} fournisseur** avec ses 15,70 Mrd EUR d'exportations et 14,62 Mrd EUR d'importations⁵. Elle représente 3,4% du total des exportations françaises et 2,7% du total des importations françaises. Cette bonne place parmi les partenaires frontaliers de la France est sans doute due à sa proximité géographique et linguistique.

La France a réalisé à nouveau un excédent commercial envers la Suisse de 1'078 Mio EUR en 2017. Ce solde est essentiellement attribuable à des exportations exceptionnelles (grands contrats notamment), avec en particulier un pic d'exportations de navires et structures flottantes (733 Mio EUR contre 3 Mio EUR en 2016) représentant une part de 4,7% des exportations bilatérales.

Selon une analyse de l'ambassade de France en Suisse, en 2017, les principales exportations de la France vers la Suisse sont, après les navires et structures flottantes, les préparations pharmaceutiques (1,322 Mio EUR, soit 8,4% des exportations bilatérales), qui demeurent très dynamiques, l'électricité, les véhicules automobiles, les vins et les produits de raffinage du pétrole. Contrairement à 2016, les exportations d'aéronefs et d'engins spatiaux ainsi que les créations artistiques ont fortement diminué.

Quant à la France, elle a principalement importé de la Suisse des préparations pharmaceutiques (2,210 Mio EUR, 15,1% du total bilatéral) et des articles d'horlogerie (1,969 Mio EUR, 13,5%). S'ensuivent les importations de café et thé transformés (1,199 Mio EUR, 8,2%), les articles de joaillerie et de bijouterie (944 Mio EUR, 6,5%) et les instruments et fournitures à usage médical et dentaire (874 Mio EUR, 6%).

3.2.2 Commerce de services bilatéral

En terme de commerce de services⁶, la Suisse exporte en 2017 pour 9,4 Mrd EUR de services vers la France et importe pour 17,4 Mrd EUR de la France. Les services qui s'exportent, resp. s'importent le plus, sont dans les domaines des services aux entreprises et des voyages.

⁵ Direction générale des douanes françaises, annexe 3

⁶ Banque de France

4 Investissements directs

4.1 Evolution et perspectives générales

Le retour des investisseurs étrangers en France se confirme en 2017. Avec 1019 projets annoncés en 2017 et une progression de 31% par rapport à 2016 (selon le baromètre de l'attractivité de EY), la France se hisse quasiment au niveau de ses deux grands concurrents, le Royaume-Uni et l'Allemagne (ce qui n'était plus le cas depuis une dizaine d'années).

Représentant près d'un tiers des investissements étrangers accueillis en France, l'industrie tire tout particulièrement parti de ce retour en grâce. La France rattrape aussi une partie de son retard dans l'implantation de centres de décision et de centres de R&D.

L'image de la France fait un bond en avant auprès des investisseurs étrangers. Parmi les avantages concurrentiels, l'innovation, la place de la France dans l'économie européenne, la variété de ses secteurs d'activité, son vivier de talents ou encore son rayonnement touristique sont régulièrement mis en avant.

La France cristallise notamment l'attention en affichant ses ambitions de leader européen sur des sujets d'avenir comme l'intelligence artificielle (2017 a été marqué par des annonces de grands groupes, à l'instar de Samsung, Fujitsu et Microsoft).

Portée par le dynamisme de la French Tech et les différents dispositifs d'aide à l'entrepreneuriat, la France confirme son ambition de « Start-up Nation » : en 2017, 605 opérations de capital-risque atteignaient un montant de 2,5 Mrd EUR.

Ce regain d'attractivité ne doit cependant pas masquer les attentes toujours aussi présentes des dirigeants étrangers en faveur, entre autres, d'une fiscalité plus compétitive, d'une simplification de l'environnement administratif et de l'abaissement du coût du travail.

4.2 Investissements bilatéraux

Selon les chiffres publiés par la Banque de France, en 2017 la Suisse était le **4^{ème} investisseur en France** (74,1 Mrd EUR) après le Luxembourg (148,4 Mrd EUR), les Pays-Bas (92,7 Mrd EUR) et le Royaume-Uni (89,9 Mrd EUR).

Le stock des investissements suisses en France a continué à progresser (+3 Mrd CHF) et s'élevait à la fin 2016 à 50.5 Mrd CHF⁷. La France est le **6^e lieu d'investissement** des entreprises suisses à l'étranger, derrière les Etats-Unis, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Irlande et le Royaume-Uni.

Selon Business France, plus de **1900 entreprises suisses** y emploient **plus de 140'000 personnes**. La plus importante, en termes d'emplois, est Nestlé (+ de 15'000), mais l'on trouve aussi des géants comme Kühne+Nagel dans le transport (+ de 9'000) ou Adecco (+ de 5'000). Les investissements suisses sont concentrés principalement en Auvergne-Rhône-Alpes (22% des nouveaux projets et 34% des emplois), en Occitanie (14% des nouveaux projets), en Bourgogne-Franche-Comté (14%) et en Île-de-France (12%). Avec 59 nouvelles décisions d'investissement le nombre de projets suisses en France ont fortement crû en 2017 (+37%). Les investissements suisses privilégient les activités de production et les activités de services

⁷ https://www.snb.ch/fr/mmr/reference/Direktinvestitionen_2016/source/Direktinvestitionen_2016_12.fr.pdf

aux entreprises. Viennent ensuite les activités de R&D, ingénierie et design et les centres de décision.

Trois exemples récents de projets d'investissement suisses en France:

- **Mindmaze** : la startup Mindmaze, créée en 2012, est spécialisée dans le développement de logiciels de réalité virtuelle, permettant la réhabilitation neurologique de personnes ayant été victimes d'un AVC. La start-up a créé un centre de R&D avec une dizaine de chercheurs travaillant sur l'interprétation des signaux du cerveau à Paris.
- **Stäubli International AG** : ce groupe conçoit, fabrique et commercialise des métiers à tisser, des raccords rapides ou connecteurs et des robots industriels. Le site de Faverges près du lac d'Annecy, qui compte plus de 110 collaborateurs, a fait l'objet d'une extension importante de ces activités, avec la création de 100 nouveaux emplois.
- **Sophia Genetics** : créée en 2011, la société Sophia Genetics propose des solutions techniques pour exploiter le séquençage de nouvelle génération afin de diagnostiquer des pathologies d'origine génétique telles que le cancer ou les maladies rares. Elle s'est installée en Nouvelle-Aquitaine afin de renforcer ses activités de R&D, avec une dizaine de chercheurs dans un premier temps.

Pour la Suisse, la France est son 3^e investisseur étranger en 2016 (selon la BNS) avec une contribution à hauteur de 39.7 Mrd CHF ce qui correspond à 4% du stock d'IDE, après les Etats-Unis (419 Mrd CHF) et les Pays-Bas (96 Mrd CHF).

5 Promotion commerciale, économique et touristique

5.1 Instruments de la promotion économique extérieure

La promotion commerciale des entreprises suisses à l'export est assurée, depuis fin 2002, par le **Swiss Business Hub France (SBH)**, sous contrat de prestations de Switzerland Global Enterprise (S-GE). Le SBH fournit aux entreprises suisses des prestations surtout dans trois domaines: information, conseil et marketing. Depuis février 2012, le SBH est en charge de la promotion économique de la Suisse en s'appuyant sur l'accord cadre tripartite entre les cantons, S-GE et le SECO.

La **Chambre de commerce suisse en France (CCSF)**, active depuis 1918, est reconnue par les autorités françaises en tant qu'association. Ses activités dans la promotion et la défense des intérêts des principales entreprises suisses présentes en France ont été fortement ralenties ces dernières années. De nouveaux organes ont été constitués en juin 2018.

L'**Ambassade** organise tout au long de l'année des événements en lien avec la politique économique suisse en France. En 2017, un accent a été mis sur la thématique de l'apprentissage, avec la venue de la ministre du Travail Muriel Pénicaud, à l'ambassade de Suisse, le 6 décembre. Différentes conférences-débats ont par ailleurs été organisées sur des sujets tels que l'état de l'économie française (M. Jean-Michel Six de Standard and Poor's) ou le franc fort (Professeur Jean-Pierre Danthine). En mai 2018, la Suisse était présente au salon des investisseurs Viva Technology. L'écosystème suisse des drones a été mis en avant.

La présence commerciale régionale de la Suisse est menée par les **Consulats Généraux** et les Consuls Honoraires avec le soutien du SBH. Ceux-ci représentent une plateforme importante du réseau d'affaires en liaison avec les sociétés suisses implantées en région, les entreprises françaises, les chambres de commerce et d'industrie françaises et les agences de développement départementales et régionales ainsi que des consultants privés. La coopération entre les représentations régionales suisses et le SBH est très ancrée (voir point suivant).

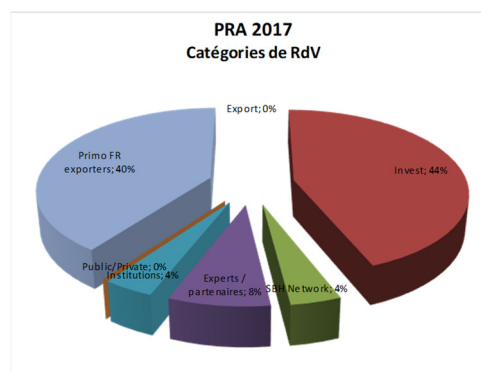
5.2 Intérêt de la France pour la Suisse dans différents domaines

Suisse Tourisme est présent en France avec un unique bureau situé à Paris, composé de 10 personnes. Selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique, en 2017, les Français ont réalisé 1'244'440 nuitées hôtelières (stable par rapport à 2016), et 680'806 arrivées. La France est un marché prioritaire pour Suisse Tourisme, le 3^{ème} en Europe. Les régions de provenance des clients sont principalement l'Île-de-France, Rhône-Alpes et l'Alsace. Les régions du lac Léman et du Valais restent les destinations les plus prisées des voyageurs français en Suisse.

Dans le domaine de la **formation**, la Suisse demeure un lieu attractif pour les jeunes français qui poursuivent leurs études à l'étranger. En 2017, 6'302 hommes et femmes venant de l'Hexagone étaient, selon l'OFS, inscrits dans des universités suisses, principalement romandes. Cela représente environ 15% de tous les étudiants étrangers en Suisse. Seule l'Allemagne envoie davantage d'étudiants en Suisse (25% du total). La grande majorité des étudiants français en Suisse sont inscrits au niveau Bachelor (2'950) ; 1'797 étudiants français font leur Master en Suisse, et 1'191 leur doctorat.

Pour **Switzerland Global Enterprise**, resp. le SECO qui l'a mandaté, la France est devenue en 2008 un pays prioritaire pour promouvoir la place économique suisse auprès des investisseurs français en Suisse. De nombreuses entreprises françaises s'intéressent à la Suisse comme lieu d'implantation pour sa stabilité, la compétitivité de son économie et ses conditions

cadres favorables (*business-friendliness*, infrastructures, compétences humaines, fiscalité attractive). La possibilité d'utiliser la Suisse comme plate-forme pour s'internationaliser vers les marchés mondiaux est aussi un argument fort (dense réseau d'accords commerciaux avec les pays hors de l'UE à l'instar de la Chine, du Japon et du Canada et la présence de *clusters* sectoriels de renommée mondiale dans des secteurs innovants tels les sciences de la vie, les fintechs ou la robotique). Ces facteurs, mais aussi la proximité géographique et culturelle entre la Suisse romande et les régions frontalières de la France ont engendré une forte présence d'entreprises françaises dans le secteur des technologies de l'information et de la communication comme de la biotechnologie et des services. La Suisse accueille 1'403 filiales françaises⁸ qui emploient 60'511 personnes.



Le SBH France organise mensuellement des permanences régionales alternées (PRA) au sein des Consulats Généraux. Le but est de recevoir principalement des entreprises ayant des projets sur la Suisse. L'année 2017 a permis la tenue de 6 PRA réparties entre Lyon, Marseille, Strasbourg et Nantes. Elles ont abouti à 25 rendez-vous réalisés avec les entreprises françaises, primo-exportatrices ou partenaires potentielles pour les sociétés suisses, les institutions et les acteurs économiques français. Sur l'ensemble des rendez-vous, 44% ont fait l'objet de prises de position en Suisse, alors que 40% concernaient des projets de primo-exportation. En 2017, le SBH a envoyé 26 investisseurs potentiels aux cantons et a enregistré 4 implantations de sociétés françaises accompagnées par ses soins cette même année. Les activités d'investissement sont en croissance par rapport à l'année dernière.

L'image dominante de la place financière suisse dans les médias français est celle d'une place financière forte, pouvant toutefois favoriser l'évasion fiscale et attirer l'argent provenant d'activités criminelles, à l'instar des ports francs qui ont été dans le viseur du ministre de l'Economie Sapin en 2016. Cependant, ces dernières années, plus de 40'000 contribuables français se sont mis en règle. Et en 2018, la Suisse et la France franchiront une nouvelle étape dans la coopération fiscale lorsque l'échange automatique d'informations, prévu par la norme commune de l'OCDE, sera effectué pour la première fois entre nos deux pays. En attendant, les poursuites judiciaires contre UBS pour « blanchiment de fraude fiscale », qui sont largement couvertes par la presse française, perpétuent la mauvaise réputation de la place financière suisse dans l'opinion publique française.

Cela étant, la valeur refuge de la place financière suisse demeure importante aux yeux des Français. Celle-ci est choisie tant grâce à des facteurs externes (incertitudes sur l'avenir de l'euro, modifications fiscales internes) qu'à ses qualités intrinsèques reconnues (solidité, stabilité, compétences et savoir-faire). La place financière suisse demeure ainsi compétitive pour les capitaux français. Selon l'hebdomadaire économique *Bilan*, parmi les 300 personnes les plus riches vivant en Suisse, plus de 50 sont de nationalité française.

Dans ce contexte, un potentiel de développement important réside dans l'amélioration de l'accès au marché français des fournisseurs de services financiers transfrontaliers. En effet, les instituts financiers suisses n'ont, de par la loi, pas la possibilité de devenir actifs sur le marché français. Ainsi, tant l'acquisition de clients transfrontaliers que le conseil aux clients sont interdits. Des discussions à ce sujet sont en cours entre les autorités suisses et françaises.

⁸ Business France

ANNEXES

ANNEXE 1

Structure de l'économie

	2012	2017
Répartition du PIB***		
Secteur primaire	1.8 %	1.7 %
Secteur manufacturier	19.9 %	19.5 %
Services	78.3 %	78.8 %
– dont services publics	22.6 %	22.5 %

Répartition de l'emploi		
Secteur primaire	2.8 %	2.7 %
Secteur manufacturier	17.8 %	16.5 %
Services	79.4 %	80.8 %
– dont services publics	29.6 %	30.0 %

Source: INSEE (Comptes de la nation 2017 – base 2014)

ANNEXE 2

Principales données économiques	2017	2018	2019	CH 2017
PIB (USD Mrd)	2'584	2'925	3'060	679
PIB/habitant (USD)	39'869	44'934	46'793	80'591
Croissance (% du PIB)	1.8	2.1	2.0	1.0
Inflation (%)	1.2	1.5	1.6	0.5
Chômage (%)	9.4	8.8	8.4	3.2
Solde budgétaire (% du PIB)	-2.6	-2.4	-3.1	0.0
Solde des transactions courantes (% du PIB)	-1.1	-0.8	-0.5	9.3
Dettes publiques (% du PIB)	97.0	96.3	96.2	42.8

* Source: IMF, [World Economic Outlook Database \(avril 2018\)](#)

Les parties grises correspondent à des estimations

Partenaires commerciaux **année : 2017 (en millions d'euros)**

Perspective selon le pays de résidence

Rang	Pays	Exportations	Part (%)	Var. ⁹ (%)	Rang	Pays	Importations	Part (%)	Var. ¹ (%)
1	Allemagne	68'705	14.8	-4	1	Allemagne	86'009	15.8	0.3
2	Espagne	35'579	7.7	7	2	Chine	49'082	9	6
3	Italie	35'178	7.6	8.7	3	Italie	41'679	7.7	8.4
4	Etats-Unis	33'992	7.3	4.1	4	Belgique	36'571	6.7	6.1
5	Belgique	32'302	7	7.4	5	Etats-Unis	35'148	6.5	-2.5
6	Royaume-Uni	31'029	6.7	-0.8	6	Espagne	34'926	6.4	7.6
7	Chine	18'849	4.1	17.8	7	Royaume-Uni	27'573	5.1	10.9
8	Pays-Bas	16'970	3.7	5.7	8	Pays-Bas	25'437	4.7	9.7
9	Suisse	15'702	3.4	2.8	9	Suisse	14'624	2.7	4.3
10	Pologne	9'118	2	11	10	Pologne	10'089	1.9	10.5
	UE	273'381	59	3.3		UE	318'614	58.7	6.3
	Total	463'335	100	4.6		Total	543'202	100	6.8

Source: Douanes françaises

⁹ Variation par rapport à l'année précédente en %

Echanges commerciaux (Total 2)¹⁰

	Export (Mio. CHF)	<i>Variation</i> (%)	Import (Mio. CHF)	<i>Variation</i> (%)	Solde (en Mio.)	Volume (en Mio.)
2007	17'216	8.6	18'329	3.5	-1'113	35'545
2008	18'523	7.6	18'639	1.7	-116	37'162
2009	15'686	-15.3	15'730	-15.6	-44	31'416
2010	15'578	-0.7	15'600	-0.8	-22	31'178
2011	14'865	-4.6	15'897	1.9	-1'032	30'762
2012*	21'876	*)	22'747	*)	-871	44'623
2013	19'186	-12.3	19'719	-13.3	-533	38'905
2014	17'317	-9.7	16'654	-15.5	663	33'971
<i>(Total 1)**</i>	(14'984)	(5.8)	(14'410)	(-2.3)	(574)	(29'394)
2015	16'791	-3.0	16'145	-3.1	646	32'936
<i>(Total 1)**</i>	(13'971)	(-6.8)	(13'276)	(-7.9)	(695)	(27'247)
2016	17'287	2.9	16'378	0.1	909	33'665
<i>(Total 1)**</i>	(14'009)	(0.8)	(13'385)	(0.5)	(624)	(27'394)
2017	17'230	-0.3	17'914	9.4	-684	35'144
<i>(Total 1)**</i>	(14'014)	(0.0)	(14'738)	(10.1)	(-724)	(28'752)
2018 (III)***	3'950	1.7	4'846	31.9	-896	8'796

*) Avec effet au 01.01.2012, L'AFD a procédé à des changements méthodologiques de calcul des importations et exportations. Dès lors, les comparaisons entre 2012 et les années précédentes ne sont plus possibles.¹¹

***) Total "conjoncture" (total 1): sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

***) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

¹⁰ Source : Administration fédérale des douanes (AFD), Total général (Total 2) : avec l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes ainsi que les objets d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne contient pas l'or, l'argent et les monnaies.

¹¹ *Importations* : Utilisation du concept de „pays d'origine“ et non plus celui de „pays de production“. Le *pays d'origine* est celui où la marchandise a été entièrement ou principalement produite. Le *pays de production* désigne le territoire sur lequel un produit circulait librement avant son importation en Suisse.

Exportations/Importations : Les **chiffres du commerce extérieur de l'or, de l'argent et des monnaies** sont ventilés selon les pays et font partie intégrante de la statistique du commerce extérieur suisse (total général) dans la banque de données en ligne [Swiss-Impex](#).

2.2.2 Répartition par produits (Total 2)¹²

Exportations	2016 (% du total)	2017 (% du total)
1. Métaux précieux, bijouterie (dont or)	31 (12)	28 (11)
2. Produits pharmaceutiques	18	19
3. Machines	10	10
4. Produits chimiques	9	7

Importations	2016 (% du total)	2017 (% du total)
1. Métaux précieux, bijouterie (dont or)	32 (11)	32 (16)
2. Combustibles	8	9
3. Produits agricoles	9	8
4. Machines	8	7

¹² Total général (total 2): avec l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes ainsi que les objets d'art et les antiquités (Administration fédérale des douanes).

Principaux pays investisseurs

année : 2017

Rang	Pays	Investissements directs 2017* (en milliards d'euros) (stock)	Part %	Variation (stock) %	Flux année écoulée 2016 (en milliards d'euros)*
1	Luxembourg	148.4	20.4	9.3	-4.1
2	Pays-Bas	92.7	12.7	5.1	7.4
3	Royaume-Uni	89.9	12.3	5.7	17.8
4	Suisse	74.1	10.2	6.0	1.7
5	Allemagne	68.4	9.4	13.1	-0.4
6	Etats-Unis	68.3	9.4	25.8	7.1
7	Belgique	54.3	7.5	0.0	0.0
8	Italie	18.7	2.6	0.0	1.0
9	Espagne	18.4	2.5	21.9	3.4
10	Finlande	17.9	2.5	23.5	3.4
	Autres Pays	77.9	10.5	8.2	6.9
	Total	729.2	100.0	10.2	44.2

Source: Banque de France, Rapport annuel 2018

*Données estimées

Entreprises suisses dans le pays (liste non exhaustive)

Sociétés	Lieu (adresse facultative)
Banques / Sociétés financières :	
UBS Asset Management	69 Boulevard Haussmann, 75008 Paris
Banque Cantonale de Genève	20 Place Louis Pradel, 69001 Lyon
Crédit Suisse	86 boulevard Haussmann, 75008 Paris
Helvetia Assurances	2 Rue Sainte Marie, 92400 Courbevoie
Prestataires de services :	
Adecco France	4 Rue Louis Guerin, 69100 Villeurbanne
Alpiq Energie France	127 Avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine
Kuehne + Nagel	23 avenue Aristide Briand, 94112 Arcueil
Panalpina France	6 Rue Du Chapelier, 95700 Roissy En France
Migros France	283 Rue Douglas Engelbart, 74160 Archamps
MSC Mediterranean Shipping Compay France SA	23 Avenue De Neuilly, 75116 Paris
Egon Zehnder	54 Avenue Marceau, 75008 Paris
Lyria	25 Rue Titon, 75011 Paris
Machines et infrastructures :	
Kuhn SA	4 Impasse Des Fabriques, 67700 Saverne
Liebherr-Mining Equipement Col- mar	49 Rue Frederic Hartmann, 68000 Colmar
Bobst Lyon	22 Rue Decomberousse, 69100 Villeurbanne
Geberit SARL	21 Rue De Villeneuve, 94150 Rungis
Garmin France	55 Avenue Des Champs Pierreux, 92000 Nanterre
Oerlikon Leybold Vacuum France	Rue Aristide Berges, 26500 Bourg Les Valence
Subaru France	1 Avenue Du Fief, 95310 St Ouen L'Aumone
Ammann France	31 Rue De Valenton, 94000 Creteil
Chimie et Industrie pharmaceutique :	
Roche	30 Cours De L'Ile Seguin, 92100 Boulogne Billancourt
Syngenta Agri France SAS	1 avenue des Prés, 78286 Guyancourt Cedex
Sika France	101 Rue De Tolbiac, 75013 Paris
Givaudan France	55 Rue De La Voie Des Bans , 95100 Argenteuil
Galderma International	20 Avenue Andre Prothin, 92400 Courbevoie
Weleda	9 Rue Eugene Jung, 68330 Huningue
Phonak France	5 Rue Maryse Bastie, 69500 Bron
Firmenich et Compagnie	41 Rue De Villiers, 92200 Neuilly Sur Seine
Firmenich	41 - 43 rue de Villiers, 92523 Neuilly s/ Seine

Novartis	2 Rue Lionel Terray, 92500 Rueil Malmaison
Alimentation :	
Nestlé	7 Boulevard Pierre Carle, 77186 Noisiel
Nestlé Waters	12 boulevard Garibaldi, 92793 Issy-les-Moulineaux
Cemoi Chocolatier	2980 Avenue Julien Panchot, 66000 Perpignan
Lindt & Sprüngli	5 Boulevard De La Madeleine, 75001 Paris
Barry Callebaut France	5 Boulevard Michelet, 78250 Hardricourt
Kambly France SA	5 Rue Cadet, 75009 Paris
Industrie (gén.) :	
Lafarge&Holcim	61 Rue Des Belles Feuilles, 75116 Paris
Eqiom	49 Avenue Georges Pompidou, 92300 Levallois Perret
Lacoste Opérations	23 Rue De Provence, 75009 Paris
Puig France	65 Avenue Des Champs Elysées, 75008 Paris
Swatch Group France	112 avenue Kléber, 75016 Paris
Triumph International SA	69 Boulevard De L'Europe, 67210 Obernai
Rolex France	3 Avenue Ruysdael, 75008 Paris
Swiss Krono SAS	Route De Cerdon, 45600 Sully Sur Loire
Clariant Production France	6 Rue Louise Michel, 94600 Choisy Le Roi
Euroglas SA	Zone Industrielle, 68490 Hombourg
Glas Trösch Alsace	2 Rue Du Ballon D'Alsace, 68520 Burnhaupt Le Haut
Franke France	Avenue Aristide Briand, 60230 Chambly
Nagra France	86 Rue Henry Farman, 92130 Issy Les Moulineaux
Patek Philippe France	10 Place Vendome, 75001 Paris
Lafuma SA	3 Impasse Des Prairies, 74940 Annecy Le Vieux

Liste des principales entreprises du pays présentes en Suisse

CONFORAMA DIRECTION SA	Equipement de maison
CREABETON MATERIAUX SA	Matériaux de construction : objets en béton
LOSINGER CONSTRUCTION SA	Site administratif, Bâtiment, génie civil
DOSIM SUISSE SA	Nettoyage des vitres et des bâtiments
SALOMON (SCHWEIZ) AG	Import et distribution d'articles Salomon en Suisse + FL
BNP PARIBAS SERVICES SA	Société de services
AFFICHAGE HOLDING	Toutes les branches de la publicité extérieure, en particulier dans la rue, les gares, les parkings, sur les moyens de transport, publicité événementielle, publicité dans les stades
MARIONNAUD PARFUMERIES SUISSE	Distribution sélective de produits de parfumerie
NEXANS SUISSE SA	Fabrication, vente, Pose, montage de câbles
COLAS SUISSE HOLDING S.A ET SES FILIALES	Génie civil et construction routière
BNP PARIBAS (SUISSE) SA	Banques
RHODIA INDUSTRIAL YARNS AG	Fabrication de produits en polyamide
SOPRA INFORMATIQUE	Conseil et intégration de systèmes
DARTY	Secteur blanc, brun, gris
ONET	Entreprise de nettoyage sous toutes ses formes: blanchissage, désinfection, désinsectisation, dératisation, entretien de bureaux et devantures de magasins.
AXA	Assurances
THALYS	Ferroviaire
ALSTOM	Transport et énergie

